



Déclaration liminaire - CSAM JS du 5 juillet 2023

*« Bandit !
Voyou !
Voleur !
Chenapan !
C'est la meute des honnêtes gens
Qui fait la chasse à l'enfant »
Jacques Prévert Paroles*

Un jeune est mort : vérité et justice

On le sentait, elle montait cette exaspération face aux injustices, aux inégalités sociales. Un jeune est mort et les conditions de son décès ont été filmées. La déflagration touche les institutions de la République et ses représentants et agent.e.s. Aucune violence n'est tolérable. La faille est sociale. Elle peut, elle doit être réparée. Maintenant il faut reconstruire résolument la République et mettre à distance les chasseurs d'enfants.

Exemples : C'est une dame au téléphone d'une émission de radio qui dit « il faudrait rétablir le service militaire ». Après le conseil d'un préfet « deux claques et au lit », on pouvait craindre le retour du bain pour enfants ; nous n'en sommes pas loin. Le journaliste a fait le lien avec le SNU, ... et ouf le sociologue, merci à lui, Olivier Galland, a prédit de nouvelles émeutes si le SNU venait à être généralisé ou plus précisément s'il venait à être proposé comme solution à cette nouvelle « crise des banlieues ». Le véritable creuset républicain c'est l'école a rappelé un maire, ouf, mais pas à 30 par classe, re ouf. Et notre ministre de l'Education Nationale que nous n'avions pas entendu jusque-là se satisfait désormais d'un Bac plus sélectif...

Fraternité

Les violences de ces derniers jours ont conduit à la destruction de bâtiments publics, au pillage des commerces, à l'incendie de voitures et biens privés. Des destructions matérielles qui masquent d'autres destructions, bien plus graves, celles des liens tissés par des acteurs sociaux, des éducateurs sportifs des animateurs dans des conditions chaque jour périlleuses. Ce sont tous ces liens nécessaires au vivre ensemble républicain, donc à la fraternité, qui sont à renouer.

Ça va être difficile de reconstruire la fraternité, parce que l'égalité n'y est pas, et les moyens n'y sont pas. Notre administration porte une part de responsabilité dans les raisons du délitement. Parce que tout l'environnement institutionnel des professionnels de l'animation et du sport et de leurs employeurs, demande du dossier, de la réponse à l'appel à projet, de la méthodologie de projet, ... Quand il faut en passer par là pour obtenir des subventions, qui baissent de toute manière, alors on installe une sonnette à l'entrée du centre social pour écrire le dossier et on ferme à 18h00 parce qu'il faut des personnels en nombre et



qualifiés pour ouvrir au-delà et que la subvention ce n'est pas sûr qu'on l'aura. Mais il faut quand même cocher la case « contrat d'engagement républicain ».

A Jeunesse et Sports nous portons notre part de responsabilité. Tout comme il faut une police de proximité, il faut une administration de proximité. Pas forcément au pied des tours, pas dans les SDJES comme il se dit dans le GT Missions-moyens. Jeunesse et Sports doit être une administration avec des personnels à l'écoute des pulsations des acteurs associatifs. Aujourd'hui elle leur demande d'être les opérateurs de dispositifs pensés dans un immeuble parisien et contrôlés par les créanciers de la dette -car il faudra rembourser la dette ! - .

Oser un Groupe de Travail « adéquation missions-moyens » pour supprimer des postes et continuer à limiter les missions à du régalién, c'est décider d'écouter les banquiers et pas les signaux envoyés ces dernières heures.

Ouvrons une revue des missions à l'aune des derniers événements et des chiffres des discriminations subies.

Les jeunes sont contents ... ah bon !?

Avant les émeutes lorsque dans les services on s'avisait à dire son opposition au SNU, il se trouvait toujours quelqu'un pour dire : « Mais les jeunes sont contents. Il y a des listes d'attente »

Nous connaissons tous des situations où les jeunes sont contents : tourner en rond sur une piste karting, regarder des vidéos pendant des heures sur le téléphone, harceler sur son téléphone, ... « Les jeunes sont contents ». C'est un étrange indicateur pour une politique publique éducative.

500€ pour le dérangement

C'est ainsi que vont être remerciés les collègues mobilisés pour pallier les incompétences d'une start-up voyageuse, pour effacer la honte de devoir annoncer, aux parents et aux jeunes, les modifications d'horaires et devoir assumer le discrédit sur le service public. 500€ ! Cela ne couvrira pas les heures supplémentaires effectuées le week-end ! Cela n'effacera pas la honte et la colère.

A la formation spécialisée du CSA du 18 avril déjà, nous avons rapporté les situations rocambolesques vécues et leurs effets sur les conditions de travail des collègues.

Combien cela va coûter ces billets de train, de bus, ces nuits d'hôtel imprévus ? Beaucoup. Et le DJEPVA nous a annoncé que le SNU ne subirait pas le gel des crédits de 5 %. Le SNU ne subira pas de gel, il va coûter plus que prévu et en outre il aspire des effectifs. Déjà au moment du transfert une collègue a dû abandonner ses missions en politique de la Ville (faisons le bilan de cette séparation d'avec la politique de la Ville). Pour rester à Jeunesse et Sport elle a dû se soumettre à accepter le SNU. Des personnels administratifs basculent sur le SNU et laissent leurs tâches administratives sur le FDVA à des personnels PTP. Des postes de PS sont transformés en postes de CEPJ, pour le SNU. Et nous attendons de compter les postes de CEPJ « chargés de mission SNU » réservés aux stagiaires.



Les enseignants sont invités à placer le SNU dans l'Education Morale et Civique. Question : les services JES seront-ils les opérateurs de ces séjours ?

Il faut abroger le SNU : il n'est pas éducatif, il est coûteux, il fait disparaître Jeunesse et Sport.

Nous condamnons, les transformations de postes au gré des dispositifs, nous nous y sommes toujours opposés.

Casser le mur des qualifications à coup de blocs de compétences ?

Un chantier est ouvert sur les formations JEPS. Sous prétexte d'une concertation large, la concertation des personnels JS est inexistante. Nous demandons de desserrer le calendrier et d'ouvrir un groupe de travail avec les personnels JS qui ont l'expertise, sous la forme d'un séminaire par exemple.

Mais la formation professionnelle n'est pas toute la formation. Nous demandons que la fonction de formation dans toutes ses dimensions ne disparaisse pas avec le chantier de la réforme. Nous demandons même que la fonction de formation fasse l'objet d'un module dans la Formation Professionnelle Statutaire et nous avons proposé une formation au PNF

Accueillir les nouveaux collègues

Les nouveaux collègues vont être affectés dans leur lieu de stage. C'est l'occasion de rappeler que la FPS n'est pas celle pour laquelle nous militons. Nous avons fait des propositions d'une autre formation, respectueuses de cadres A, respectueuses des missions techniques et pédagogiques, assises sur les valeurs et démarches d'éducation populaire. L'année à venir sera-t-elle encore celle où de nouveaux collègues vont se rendre malade du travail demandé ? Où les semaines de formation seront celles de la découverte de l'ennui et du descendant ?

Enfin, les CREPS doivent être aussi des lieux d'accueil de stagiaires. Que l'on nous explique en quoi et pourquoi ils ne peuvent l'être en une période où il leur est difficile à eux aussi de recruter. Alors s'il y a des candidats, rien ne doit s'y opposer.

Marie-Christine Bastien

Pierre Mourot